



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
9 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session
Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

**Application du droit de la concurrence dans la
région du Golfe: enjeux et perspectives**

**Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la
Conférence**

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, Doha, du 16 au 18 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Introduction

1. Un atelier régional sur l'application du droit de la concurrence dans la région du Golfe, organisé par la CNUCED et par le Ministère des affaires et du commerce du Qatar, a eu lieu à Doha du 16 au 18 avril 2012. Des représentants de quatre pays de la région du Golfe – Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis – ainsi que de l'Autriche, du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie ont participé à l'atelier. Ont également pris part à la réunion des responsables des autorités de la concurrence et des fonctionnaires des ministères concernés et des départements chargés de la concurrence et de la protection des consommateurs.

I. Atelier régional sur l'application du droit de la concurrence

2. L'atelier comptait trois séances. Les deux premières séances, tenues les 16 et 17 avril, ont été animées par des experts et par des fonctionnaires de la CNUCED qui ont présenté des exposés sur divers aspects de la concurrence. Le troisième jour, les participants ont tenu des consultations relatives à leurs besoins d'assistance technique dans le domaine du droit et de la politique de la concurrence aux niveaux national et régional.

3. Pendant la première séance, des exposés ont été présentés par Natalie Harsdorf, gestionnaire de dossiers, Autorité fédérale autrichienne de la concurrence; Mona Yassine, Vice-Présidente, Association pour la protection de la concurrence; Mohamed Ben Fraj, Conseiller principal, Ministère tunisien du commerce; Rushdy al Muhammadi, expert en concurrence, Ministère qatarien des affaires et du commerce; Mohamed Faouzi Ben, Président du Conseil de la concurrence de Tunisie; Nurettin Kaldirimci, Président, Autorité turque de la concurrence; Jihan Bennis, gestionnaire de dossiers, Conseil de la concurrence du Maroc; Hassan Qaqaya, Chef, Service du droit de la concurrence et des politiques de protection des consommateurs, CNUCED; et Elizabeth Gachuiri et Ebru Gökçe, juristes, CNUCED.

4. Durant le premier jour de l'atelier, les travaux ont porté notamment sur la relation entre politique de concurrence, environnement propice aux affaires et compétitivité; la coopération régionale entre autorités de la concurrence et l'évolution de l'application du droit de la concurrence dans la région arabe; l'articulation entre politiques de la concurrence et politiques de protection des consommateurs; les accords anticoncurrentiels; et le cadre institutionnel pour l'application du droit de la concurrence.

5. La représentante de l'Autorité fédérale autrichienne de la concurrence a rendu compte aux participants des questions examinées pendant la table ronde sur l'application du droit de la concurrence dans les pays méditerranéens, qui a eu lieu à Vienne les 1^{er} et 2 décembre 2011. Des représentants de pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de pays de l'Europe orientale, de la Turquie et de la CNUCED ont pris part à cette table ronde.

6. Ces exposés ont été suivis d'un débat pendant lequel les participants ont interrogé les représentants des autorités de la concurrence sur leur expérience de l'application du droit. Les intervenants ont donné de nombreux exemples concrets de leurs activités dans ce domaine et ont parlé de la structure institutionnelle des autorités de la concurrence.

7. En réponse à une question sur les avantages socioéconomiques à long terme du droit et de la politique de la concurrence, les intervenants ont dit que le droit de la concurrence profitait au consommateur, contribuant ainsi à une meilleure répartition du revenu dans la société, favorisait l'innovation et stimulait la croissance et le développement économiques.

8. Pendant le deuxième jour de l'atelier, les intervenants ont examiné des questions de fond, dont la définition du marché en cause, l'abus de position dominante, le contrôle des fusions et l'examen judiciaire. Les exposés ont été suivis d'un débat sur certains problèmes particuliers, par exemple la structure des organismes chargés de la concurrence et de la protection des consommateurs. Les participants souhaitaient en effet savoir si ces deux domaines pouvaient être gérés par une même institution. Plusieurs modèles coexistaient dans le monde et l'essentiel était d'utiliser efficacement les ressources disponibles. Après le débat, les participants se sont divisés en deux groupes, animés chacun par un facilitateur. Chaque groupe était chargé d'examiner une affaire de concurrence et de rendre compte de ses travaux en séance plénière, où participants et facilitateurs ont pu débattre de la manière de traiter les affaires de concurrence.

II. Consultations sur l'évaluation des besoins

9. Le troisième jour, sur la base des questions examinées pendant les deux jours d'atelier, les participants ont tenu des consultations sur leurs besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités. M. Qaqaya a présenté un exposé sur les activités de renforcement des capacités menées par la CNUCED dans le domaine des politiques de concurrence et de protection des consommateurs. Les participants ont ensuite fait brièvement le point sur l'application du droit de la concurrence dans leur pays. Le représentant du Qatar a dit que son pays envisageait de créer, prochainement, une autorité de la concurrence indépendante.

10. Des consultations ont eu lieu entre représentants d'autorités de la concurrence établies de longue date et représentants gouvernementaux pour déterminer les besoins et les priorités des autorités nouvellement créées. Les participants ont insisté sur l'importance de bâtir une culture de la concurrence, de mener des actions de sensibilisation, de renforcer les capacités en formant du personnel qualifié et des juges à cette discipline et en étudiant les marchés pour identifier les problèmes de concurrence existant dans certains secteurs. La représentante de l'Égypte a souligné l'importance des activités menées pour s'assurer que les entreprises respectent les règles de la concurrence. En outre, d'importantes affaires de concurrence ont servi à démontrer la nécessité de réviser la législation dans ce domaine.

11. Le représentant de la Tunisie a dit que son gouvernement était disposé à fournir formation et conseils spécialisés et à mettre son expérience à la disposition des pays du Golfe.

12. La CNUCED a proposé d'élaborer un projet de document à l'intention de l'État du Qatar en vue de créer un programme de renforcement des capacités.

13. Au niveau régional, la représentante de la Turquie, évoquant le projet d'application du droit de la concurrence mené avec des membres de l'Organisation de la coopération islamique, a dit que l'autorité de la concurrence de son pays comptait lancer un projet pilote en 2012. Elle a demandé aux pays participants de faire connaître leurs besoins à la Turquie afin qu'elle puisse élaborer un projet adapté.